



CHARTRES
MÉTROPOLÉ

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

CHARTRES METROPOLE

Conseil Communautaire

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Le Président soussigné certifie que le
compte-rendu de la présente délibération
a été affiché dans les délais légaux

Direction Etudes et travaux - SUE

Séance du 29 septembre 2022

DELIBERATION N°CC2022/142

Procédure de saisine au cas par cas - BHNS

**Nombre de
Conseillers en
exercice : 111**

L'an DEUX MILLE VINGT-DEUX, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Communautaire légalement convoqué, s'est réuni Salle Fulbert au Pôle Administratif à Chartres sous la présidence de M. Jean-Pierre GORGES, Président.

Date de convocation : 23/09/2022

Présents : 87

Votants : 99

Etaient présents : M. Philippe BAETEMAN, M. Thomas BARRE, M. Gérard BESNARD, M. Benjamin BEYSSAC, M. Paul BINEY, M. Dominique BLOIS, M. Jean-Claude BRETON, M. Vincent BOUTELEUX, M. Alain BOUTIN, Mme Corinne BRILLOT, Mme Rita CANALE, M. Michel CHARPENTIER, Mme Sophie AMMEUX-TUDRYN, M. Maurice CINTRAT, Mme Brigitte COTTEREAU, Mme Marie-Pierre DAVID, M. Eric DELAHAYE, Mme Hélène DENIEAULT, M. Kamel EL HAMDI, Mme Elisabeth FROMONT, M. Philippe GALIOTTO, M. Claude GALLET, M. Didier GARNIER, Mme Sophie GORET, M. Jean-Pierre GORGES, Mme Florence GOUSSU, M. Frédéric GRAUPNER, M. Jacques GUILLEMET, M. Quentin GUILLEMAIN, Mme Emilie GUILLEMIN, M. Hervé HARDOUIN, M. Patrick LE CALVE, M. Marc LECOEUR, Mme Annick LHERMITTE, M. Serge LE BALC'H, M. Olivier MARCADON, Mme Jacqueline MARRE, M. Franck MASSELUS, M. Bertrand MASSOT, M. Rémi MARTIAL, M. Guy MAURENARD, Mme Isabelle MESNARD, M. Eric MOULIN, M. Christian PAUL-LOUBIERE, M. Jérôme PAVARD, M. Gilles PEAN, M. Fabrice PELLETIER, M. Dominique PETILLON, M. Jean-Louis PHILIPPE, Mme Mylène PICHARD, M. Gilles PINEAU, M. Jean-François PLAZE, M. Pierre-Marie POPOT, M. Romain ROUAULT, Mme Josiane SAISON, M. Denis-Marc SIROT-FOREAU, M. Olivier SOUFFLET, M. Dominique SOULET, M. Mickaël TACHAT, M. Max VAN DER STICHELE, Mme Agnès VENTURA, M. Robert BALDO, M. Alain BELLAMY, M. André BELLAMY, M. Guillaume BONNET, Mme Michèle BONTHOUX, Mme Marie BOURGEOT, M. Victor-Franck BRIAR, M. Alain CHOUPART, M. Eric COLAS, M. Benoît DELATOUCHE, Mme Karine DORANGE, M. Jacky GAULLIER, M. Florent GAUTHIER, M. Armindo GOMES, Mme Maria JEBLI-CHEDEVILLE, M. Laurent LHUILLERY, Mme Martine MOKHTAR, M. Jean-Paul RAFAT, Mme Jacqueline ROBBE, Madame Magalie ROBERT, M. José ROLO, M. Etienne ROUAULT, M. Fabien STANDAERT, M. Cédric TABUT, M. Nicolas VANNEAU.

"Cette décision peut
faire l'objet d'un
recours devant le
Tribunal Administratif
d'Orléans dans un
délai de 2 mois à
compter de sa
notification ou de sa
publication, en
application de
l'article R 421-1 du
Code de Justice
Administrative." La
juridiction
administrative peut
être saisie par le
biais du portail «
Télérecours citoyen
», accessible au
public à l'adresse
suivante :
www.telerecours.fr

Etaient représentés : M. Philippe BARAZZUTTI par pouvoir à M. Alain BELLAMY, Mme Badiha BOUNOUADAR par pouvoir à M. Thomas BARRE, Mme Isabelle MONDOT par pouvoir à M. Jean-Paul RAFAT, Mme Emmanuelle FERRAND par pouvoir à Mme Isabelle MESNARD, M. Thomas LAFORGE par pouvoir à Mme Karine DORANGE, M. Christophe LETHUILLIER par pouvoir à M. Dominique PETILLON, M. Richard LIZUREY par pouvoir à M. Franck MASSELUS, Mme Bénédicte VINCENT par pouvoir à Mme Jacqueline ROBBE, Mme Isabelle VINCENT par pouvoir à M. Guillaume BONNET, M. Ladislav VERGNE par pouvoir à M. Romain ROUAULT, M. Daniel GUERET par pouvoir à Mme Elisabeth FROMONT, Mme Amandine DUNAS par pouvoir à M. Bertrand MASSOT, Mme Aline ANDRIEU représenté par M. Daniel MERCIER.

Etaient excusés : Mme Evelyne LAGOUTTE, M. Aziz BOUSLIMANI, M. Christophe LEROY.

Etaient absents : Mme Nicole BRESSON, Mme Mathilde BRESSY, M. Michel CIBOIS, Mme Soumaya DARDABA, M. Thierry DESEYNE, M. Pascal LECLAIR, Mme Catherine PEREZ, M. Pascal EDMOND, M. Emmanuel LECOMTE.

Conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance désigné au sein du Conseil.

Monsieur Kamel EL HAMDI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir cette fonction qu'il a accepté.

Stéphanie DELAPIERRE, Directrice Générale des Services, qui assistait à la séance, lui a été adjointe à titre d'auxiliaire.

Du registre des délibérations du Conseil de Chartres Métropole a été extrait ce qui suit :

M. BONNET expose,

Chartres Métropole a pour projet la réalisation d'une ligne à de bus à haut niveau de service (BHNS) qui a fait l'objet d'une concertation en février et mars 2017. Dans ce cadre, des travaux de requalification de voirie seront réalisés ainsi que le renouvellement et l'enfouissement de certains réseaux.

Les premiers secteurs faisant l'objet de travaux seront les suivants :

- Rue de Touraine à Lucé entre la rue d'Alsace et la rue de Savoie : aménagement de la voirie pour l'aménagement d'un terminus
- Rue du Parc sur Chartres et Lucé

A Chartres

- Rue Patton entre rue du Parc et la place Jeanne d'Arc
- Place Jeanne d'Arc : requalification du carrefour
- Place Saint-Michel et Boulevard de la Courtille jusqu'à la place Morard
- Place Morard : requalification du carrefour
- Carrefour entre les rues du Faubourg La Grappe, de Sours et des marais : requalification du carrefour

Si certains projets, par leurs caractéristiques, sont soumis de manière systématique à l'évaluation environnementale, d'autres doivent faire l'objet d'un examen au cas par cas, afin de déterminer, au regard de leurs possibles impacts notables sur l'environnement, si une évaluation environnementale doit être réalisée.

La procédure d'examen au cas par cas, mise en place par la loi du 12 juillet 2010, définit une liste de catégories de projets soumis à étude d'impact en annexe de l'article R 122-2 du Code de l'Environnement.

Cette demande est à réaliser par Chartres Métropole auprès des services de l'Etat et la décision sera prise par l'autorité environnementale.

Avis favorable de la commission Services Publics Environnementaux réunie le 21 septembre 2022

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré, à l'unanimité , 2 abstentions , 4 délégués communautaires ne prennent pas part au vote

Conseillers communautaires n'ayant pas pris part au vote : MM. GORGES, MARCADON, Mmes JEBLI-CHEDEVILLE, BOUNOUADAR

AUTORISE le Président à déposer un dossier de saisine au cas par cas, au titre de la loi du 12 juillet 2010, pour les projets soumis à étude d'impact cités à l'article R 122-2 du Code de l'Environnement.

Date d'envoi en préfecture : 07/10/2022
Date de retour préfecture : 07/10/2022
Identifiant de télétransmission : 028-200033181-20220929-lmc171139-DE-1-1

Pour expédition certifiée conforme,
Pour le Président et par délégation,
La Directrice Générale des Services,



Stéphanie DELAPIERRE